

sous la direction de
**Éric Ouellet, Pierre Pahlavi
et Miloud Chennoufi**

**LES ÉTUDES STRATÉGIQUES
AU XXI^e SIÈCLE**



Athéna
ÉDITIONS

Il est chercheur associé au Centre illois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clerse - MESHS - CNRS - Université de Lille 1). Ses recherches portent sur les processus de transformation des institutions publiques d'État: forces armées (armée de terre et gendarmerie), universités françaises et lycées agricoles publics.

Nicolas Lemay-Hébert est chercheur Marie Curie affilié au département de développement international de l'Université de Birmingham (Grande-Bretagne) et coordonne le groupe de recherche « State-building, Security and Development » à l'Institute for Conflict, Cooperation and Security (ICCS) de l'Université de Birmingham. Il est également professeur associé au Département d'économie de l'UQAM et Directeur associé en consolidation de la paix et États fragiles, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, Chaire Raoui-Dandurand de l'UQAM.

Thomas Lindemann est agrégé de science politique, professeur à l'Université d'Artois et attaché au CERAPS de l'Université de Lille (France). Il enseigne également à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'IEP de Paris. Il a notamment publié *Saveur la face, sauver la paix. Sociologie constructiviste des crises internationales*, *l'Harmattan (2010)* et *Penser la guerre. L'apport constructiviste, Logiques Politiques, l'Harmattan (2008)*.

Paul Mitchell est professeur titulaire au département d'études de la défense au Collège des Forces canadiennes de Toronto, où il a été directeur des études de 1999 à 2005. Il poursuit ses recherches concernant l'incidence des réseaux sur les opérations militaires, et plus particulièrement sur les opérations coalisées, ainsi que sur la façon dont la technologie moderne déroute les analyses traditionnelles sur la puissance militaire.

Éric Ouellet est professeur associé au département d'études de la défense au Collège des Forces canadiennes de Toronto, et dirige le Centre recherche en analyse institutionnelle des forces armées (CRAIFA). Il est activement impliqué dans des projets de recherche sur la transformation militaire avec diverses instances de l'OTAN. Ses publications portent sur l'adaptation institutionnelle des forces armées à la guerre irrégulière.

Diplômé de l'Université de Nice-Sophia Antipolis, de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, Pierre Pahlavi est professeur agrégé et directeur adjoint à la recherche au département des études de la défense du Collège des Forces canadiennes de Toronto (CFC). Ses publications portent sur ses principaux domaines d'expertise qui sont les stratégies d'influence, la politique étrangère de l'Iran, l'analyse institutionnelle et la guerre irrégulière.

Professeur de science politique, chaire « Sécurité en Europe » à l'Institut universitaire européen, centre Robert Schuman, à Florence (Italie), et professeur de science politique à l'Université Panthéon-Assas, Paris II, Pascal Vennesson a été fellow à Stanford University, Center for International Security and Arms Control, à Ohio State University, Mershon Center, et fellow du Centre national de la recherche scientifique à Harvard University, Belfer Center for Science and International Affairs, John F. Kennedy School of Government.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction <i>Eric Ouellet, Pierre Pahlavi et Miloud Chennoufi</i>	Première partie	7
Approches théoriques des affaires internationales		
Chapitre 1 Le réalisme. Promesses et limites d'une démarche plurielle <i>Miloud Chennoufi</i>		21
Chapitre 2 Ordre et paix en théorie des relations internationales: l'apport du libéralisme <i>Nicolas Lemay-Hébert et Pierre-Alain Clément</i>		45
Chapitre 3 L'approche constructiviste: vers une étude empirique des relations internationales <i>Thomas Lindemann</i>		65
Chapitre 4 Recalibrer les relations internationales: l'apport des théories critiques <i>Ayef Benessaneh</i>	Deuxième partie	87
Évolution de la guerre et de la sécurité		
Chapitre 5 Le concept de puissance <i>Dario Battistella</i>		103
Chapitre 6 <i>Normpolitik</i> : revisiter l'interdépendance complexe <i>Pierre Pahlavi</i>		147
Chapitre 7 Quand la mondialisation sert à faire la guerre: stratégie dans le village planétaire <i>Pascal Vennesson</i>		173
Chapitre 8 Stratégie et études de sécurité aujourd'hui <i>Michel Fortmann et Saya Hautefeuille</i>		195

Troisième partie
Les défis de l'institution militaire

Chapitre 9	
État des lieux et enjeux d'avenir de la sociologie de la « société » militaire	
<i>Sébastien Jakubowski</i>	
Chapitre 10	
L'anarchie numérique : le défi de l'information dans le domaine militaire	
<i>Paul Mitchell</i>	
Chapitre 11	
Les forces armées comme institution	
<i>Eric Ouellet</i>	
Chapitre 12	
Conflits conventionnels ou conflits irréguliers au XXI ^e siècle ?	
<i>Général Vincent Desportes</i>	
Bibliographie	
Notes biographiques	
	217
	239
	263
	287
	299
	323

Conclusion

On entend souvent la question : « À quoi ça sert, cette approche constructiviste ? » Ce texte a tenté une réponse qui se veut modeste à cette interrogation en exposant simplement quelques applications empiriques possibles du constructivisme. Nous avons choisi les origines de la guerre entre États comme objet empirique pour « concrétiser » les théories constructivistes souvent perçues comme abstraites.

La théorie constructiviste doit sortir de sa tour d'ivoire en se confrontant encore plus à la réalité empirique. Contrairement à un préjugé tenace, il existe désormais une très grande variété d'enquêtes d'inspiration constructiviste. Toutefois, l'investissement théorique des chercheurs constructivistes reste sans doute supérieur à leurs enquêtes de « terrain ». Cette posture n'est pas sans danger, car la viabilité d'une théorie tient finalement à sa capacité à mieux expliquer la réalité que des approches alternatives.

Chapitre 4

RECALIBRER LES RELATIONS INTERNATIONALES : L'APPORT DES THÉORIES CRITIQUES

Afej Benessaïeh*

Longtemps prise dans un long débat infructueux entre deux paradigmes dominants sans cesse reformulés pour progressivement s'apparenter de plus en plus l'un à l'autre, la théorie des relations internationales est depuis les années 1980 devenue le site de contentieux multiples menés depuis une grande diversité de fronts à la fois. Suivant de peu les premières poussées du transnationalisme des Keohane, Nye ou Rosenau, on doit en effet au féminisme des Tickner, Elshstein ou Peterson, puis au constructivisme à la Wendt et Katzenstein, des percées théoriques majeures qui ont ouvert un nouvel espace propice à l'entrée en jeu d'un ensemble de théories critiques. Ce moment théorique, accentué par l'implosion du bloc soviétique, la fin de la guerre froide, comme la multiplication d'enjeux de sécurité globale et de cohésion nationale incluant le terrorisme religieux, les conflits ethno-politiques intra et transfrontaliers, ou l'accélération des mouvements migratoires catalysés par la violence ou l'appauvrissement mondial, donne lieu depuis déjà plusieurs années à un foisonnement de perspectives analytiques se saisissant du fait que les lunettes stato-centristes ou institutionnalistes du réalisme comme du libéralisme dominants ne suffisent plus à rendre compte de la diversité vivante des enjeux et des voix qui habitent les relations internationales d'aujourd'hui, et qui semblent là pour durer.

Moment de confusion théorique passagère ou moment de créativité saisissante ouvrant la discipline sur un pluralisme prometteur ? Les avis sont aussi contrastés que divers, mais ce qui semble ressortir et ce qui est définitivement nouveau, c'est que l'on ne puisse actuellement plus offrir

d'ouvrages d'introduction aux théories des relations internationales qui fassent abstraction de l'apport des perspectives critiques à la réflexion actuelle dans le domaine.

Le propos de ce chapitre est d'offrir une introduction aux théories critiques en relations internationales, mettant particulièrement l'accent sur l'approche postcolonialiste qui, comme il sera suggéré, offre une synergie particulièrement résonnante de la mouvance critique. Dans une première partie, l'essor actuel des approches critiques sera contextualisé dans le cadre du développement des relations internationales comme discipline; deuxièmement, la perspective postcolonialiste sera présentée dans son appartenance à la mouvance critique de par ses dialogues fondateurs et ses points de convergence encore récurrents avec le néo-marxisme, le poststructuralisme, le postmodernisme et le féminisme. Troisièmement, le chapitre décrira la perspective postcolonialiste depuis la grille d'analyse de Rioux, Keenes et Légaré¹ proposant d'appréhender toute théorie depuis ses caractéristiques ontologiques (quoi), méthodologiques (comment), épistémologiques (pourquoi) et normatives (pour quoi), pour spécifier l'apport d'une telle perspective à une vision critique des relations internationales.

À l'instar d'Arlene Tickner² ou de Sandra Harding³, il sera principalement argumenté que l'approche postcolonialiste propose un recadrage d'énonciation (*a shift of locus*) d'envergure permettant de « voir » différemment les relations internationales, et ce, depuis une pluralité de questions, de voix et de lieux encore considérés non centraux par les paradigmes dominants. Un tel recalibrage de perspective est-il utile et en quoi? Comme il le sera suggéré, la perspective postcolonialiste nous convie principalement à voir le monde globalement depuis autant de points de vue que possible, et surtout, au-delà du promontoire plus partiel du réalisme comme du libéralisme.

Le contexte d'émergence : quatre « grands débats »

Les textes théoriques en relations internationales (RI) présentent souvent le développement de la discipline dans la perspective historique d'une succession de « grands débats », ayant eu cours entre les années 1920 et aujourd'hui – la mise sur pied du premier département de politique internationale à Aberystwyth en 1919 consacrant la naissance de la discipline. Depuis au moins les années 1990, la fin non anticipée de la

guerre froide, avec la brutale démission du Bloc soviétique faisant acte de marqueur historique, nous serions actuellement à l'ère du quatrième de ces débats, un débat d'une extraordinaire complexité mêlant de nouveau ensemble la plupart des contentieux qui avaient fait l'objet des premiers, second et troisième débats, pour marquer l'essor plus visible des approches critiques en relations internationales. Pour mieux se saisir de la spécificité de l'ère qui nous préoccupe dans ce chapitre, abordons d'abord ces différents débats.

Le premier débat d'ordre normatif opposait idéalistes libéraux et réalistes classiques des années 1920 aux années 1940. Il portait sur la désirabilité ou la transformabilité du système international, les uns posant les possibilités de changement d'un tel système vers la paix, l'ordre et le progrès grâce à la mise sur pied d'un régime de sécurité collective prohibant le recours à la guerre; les autres dénonçant de telles ingénuités en posant différemment l'idée que la violence et l'appât du pouvoir étaient des faits incontournables de la vie internationale ne pouvant ni être ignorés ni être résolus, mais seulement pris en compte. Pour les uns, la discipline naissante devait se préoccuper de questions de paix et de coopération entre les nations; pour les autres, elle devait plutôt s'occuper de l'inévitabilité de la guerre. On a généralement retenu de ce débat, outre le fait que son issue soit à l'avantage des seconds avec l'amorce de la guerre froide dans l'immédiat après-guerre, que les visions en présence opposaient l'idée du *monde tel qu'il pourrait être* (les idéalistes libéraux) à l'idée du *monde tel qu'il est* (les réalistes), d'où le qualificatif de « débat normatif ».

Le deuxième grand débat fut quant à lui qualifié de débat méthodologique, ayant principalement lieu entre les années 1950 et 1960. Il a opposé réalistes classiques et béhavioristes, les uns faisant principalement reposer leur approche sur des fondements qualitatifs puisant dans la philosophie comme dans l'histoire, questionnés par d'autres voyant dans de tels emprunts une scientificité trop molle pour être satisfaisante, et leur préférant les approches quantitatives ou du moins, plus poppériennes de la falsifiabilité des théories comme de l'importance de confronter théories et hypothèses aux tests empiriques inspirés des sciences naturelles et physiques. Les spécialistes retiendront surtout de ce deuxième grand débat l'injonction présentée avec parcimonie par David Singer en 1961, et adoptée par nombre d'entre eux depuis, qu'une bonne théorie internationale a principalement pour tâche non pas de spéculer sur la nature humaine ou les aléas de l'histoire diplomatique, mais de *décrire, d'expliquer et de prédire* la réalité internationale⁴.

C'est aussi de ce deuxième grand débat que surgira l'orientation épistémologique principale des paradigmes dominants, priorisant une

1. Jean-François Rioux, Ernie Keenes et Gregg Légaré, « La néo-réalisme ou la reformulation du paradigme hégémonique en relations internationales », *Études internationales*, vol. XXIV, n° 1, 1992, p. 34-64.
 2. Arlene Tickner, « *Seeing IR Differently: Notes From the Third World* », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 32, n° 2, 2003, p. 295-324.
 3. Sandra Harding, *Is Science Multicultural? Postcolonialisms, Feminisms and Epistemologies*, Bloomington/Indiana University Press, 1998; Martin Hollis et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford et New York, Oxford University Press, 1990; Yosef Lapid et Frederick Kratochvil, *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, Boulder/Londres, Lynne Rienner, 1996.
 4. Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Science po, 2009.

5. David Singer, « The Level-of-Analysis Problem in International Relations », *World Politics*, vol. 14, n° 1, 1961, p. 77-92.

vision positiviste de la science venue de la sociologie de Comte comme de Durkheim, et un *a priori* favorable pour le recours aux méthodologies empiricistes et quantitativistes : la théorie traduite par des hypothèses falsifiables (pouvant être démontrées fausses ou plausibles), lesquelles devront être confrontées aux « faits », aussi nombreux que possible, pour jauger de leur validité respective. Ce second débat se traduira moins par des affrontements frontaux que par un renouveau théorique consolidant davantage le réalisme dans le souci de scientificité nouvelle particulièrement articulé chez Kenneth Waltz, avec la publication en 1959 de son influent *Man, State and War*, suivi en 1979 de son *Theory of International Politics*, marquant tous deux les principes fondateurs du structuralisme et du néoréalisme qui demeureront prédominants dans le domaine depuis lors.

Le troisième grand débat surgit surtout dans les années 1970 avec les crises pétrolières, la montée des activités transnationales des firmes et la visibilité accrue des interdépendances financière, économique et politique des États. Il s'agit d'un débat d'ordre ontologique opposant principalement et de nouveau réalistes à libéraux, les seconds venant mettre en question la priorisation de l'État unitaire comme acteur central des relations internationales, pour mettre en lumière le fait que, d'une part, les États étaient constitués de bureaucraties complexes et d'acteurs politiques diversifiés participant à leur comportement international ; et que, d'autre part, de nombreux acteurs non étatiques comme les firmes, les organisations internationales ou les mouvements sociaux, devaient être recensés dans l'analyse pour rendre adéquatement compte des dynamiques internationales échappant de plus en plus au seul contrôle de l'État⁶.

La perspective marxiste (avec les courants de la « dependencia » comme du système-monde) fera également des percées notables durant cette même décennie, attirant notamment l'attention sur la prédominance des États capitalistes avancés sur le système économique international, mais aussi sur l'idée que plus que les États, les acteurs principaux à examiner seraient les classes sociales bénéficiant grandement ou peu d'une telle prédominance mondiale.

Le troisième débat, bien que non conclu de manière définitive, marquera surtout l'ouverture progressive de la discipline des relations internationales à une ontologie plus diversifiée, permettant depuis lors de considérer que les relations internationales ne portent plus exclusivement sur la centralité des États comme acteurs principaux à examiner ou sur les stricts enjeux de la guerre ou de la coopération. C'est en effet à partir des années 1970, surtout marquées par l'essor des perspectives transnationalistes et les reformulations respectives du réalisme comme

du libéralisme vers les synthèses néoréalistes et néolibérales bien expliquées chez Lamy⁷, qu'une brèche d'abord minime s'ouvrira pour la génération théorique qui suivra dès les années 1980, grandissant plus encore à partir de la décennie 1990.

Le quatrième débat, prenant essor vers la fin des années 1980, et plus fortement encore dans le courant de la décennie 1990, marque l'ère de renouveau théorique actuel. C'est un débat d'une amplitude particulière, qui porte à la fois sur la normativité, la méthodologie, l'ontologie et, plus généralement encore, l'épistémologie de la discipline. Les questions à l'ordre du jour sont ambiguës et multiples. Porté notamment par le féminisme et le constructivisme du tournant des années 1980-1990 – qui ont tous deux fait une entrée plus notable dans la discipline depuis lors en proposant notamment des relectures montrant les biais masculinistes d'une discipline présument objective ou encore le caractère socialement construit, voire artificiel, des concepts centraux aux paradigmes dominants (États, nationalisme, culture, anarchie, puissance, alliance, etc.) –, le quatrième débat a ouvert la voie à un éventail d'approches critiques qui, quoique marginales par définition, gagnent en relative visibilité depuis lors dans les publications majeures de la discipline comme ses congrès universitaires annuels.

Le défi de taille que présentent les approches critiques aux paradigmes dominants se situe fondamentalement sur le terrain épistémologique, ce qui inclut aussi de ce point de vue la méthodologie (et l'ontologie et la normativité). C'est donc un défi pluridimensionnel d'une certaine envergure. De fait, on peut rassembler beaucoup des perspectives critiques sous la dénomination du postpositivisme, qui est une mise en question des fondements du positivisme en sciences sociales (plutôt qu'une approche venant « après » la première). Le premier courant postule en effet principalement les quatre énoncés suivant lesquels :

1. les méthodes des sciences naturelles et expérimentales sont applicables à l'étude du monde social ;
2. il est possible de découvrir des régularités explicables par des lois universelles ;
3. la théorie est valable si et lorsque confrontée aux faits empiriques ; et
4. la science est neutre ou objective et n'a pas de conséquences éthiques ou politiques⁸.

Le postpositivisme, quant à lui et loin de constituer un courant monolithique, a tendance à privilégier les considérations suivantes, soit :

6. Joseph Nye et Robert Keohane, « Transnational Relations and World Politics: An Introduction » et « Transnational Relations and World Politics: a Conclusion », *International Organization*, vol. 25, n° 3, 1971, p. 329-349 et 721-748.

7. Steven Lamy, « Les principales théories contemporaines : le néoréalisme et le néolibéralisme », dans John Baylis, Steve Smith et Patricia Owens, *La globalisation de la politique mondiale : une introduction aux relations internationales*, Montréal, Modulo, 2011, adaptation de Afef Benasselah, p. 121-138.

8. Ann Tickner, « Hans Morgenthau's Principles of Political Realism », dans James Der Derian (dir.), *International Theory: Critical Investigations*, New York, New York University Press, 1995, p. 53-74 ; D. Battistella, op. cit.

1. Le pluralisme méthodologique, c'est-à-dire la résistance à l'idée que certaines méthodes soient supérieures en scientificité à d'autres;
2. la complexité et la diversité du monde social ne permettent guère de le réduire à des lois valables partout et en tout temps; tout savoir est historiquement, culturellement et politiquement situé;
3. le scepticisme face à l'inductivisme naïf voulant que les faits valident ou non les théories: les faits ne parlent pas d'eux-mêmes et la réalité n'est pas extérieure au théoricien qui peut l'ordonner sélectivement selon ses *a priori* comme ses objectifs; et enfin
4. la science n'est pas neutre, elle a des conséquences éthiques et politiques ou, dans la formulation désormais célèbre du néogramscien Robert Cox, elle est « toujours pour quelqu'un et pour quelque chose ».

Les approches postpositivistes récusent de plus l'idée que le champ légitime des relations internationales soit réduit aux enjeux (*i.e.* le conflit et la coopération) et aux acteurs (*i.e.* fondamentalement les États et les organisations interétatiques) historiquement privilégiés par les approches dominantes: tout comme le pluralisme méthodologique, elles proposeront plutôt la diversité ontologique, habitant l'étude d'acteurs, de lieux, de processus et d'enjeux encore estimés marginaux par les premiers. Enfin et du point de vue normatif, ce sont des perspectives qui partagent généralement (à l'exception du poststructuralisme dans son versant nihiliste, fort rare en RI) un parti pris normatif sur la nécessité non pas de décrire, d'expliquer ou de prédire le monde *tel qu'il est* comme l'ont posé les théories dominantes des premiers grands débats, mais de *comprendre et d'agir sur un monde en mouvance* dans un projet d'ordre émancipatif.

Le postcolonialisme dans sa trajectoire critique

Bien que sa généalogie intellectuelle remonte entre autres à la littérature nationaliste de la décolonisation des années 1950 et 1960 (voir Aimé Césaire, Frantz Fanon ou Albert Memmi), c'est principalement lors du quatrième débat, soit dans les années 1990, que le postcolonialisme a fait son entrée dans le champ théorique des relations internationales. En dehors de ce champ, plusieurs auteurs datent la naissance de l'approche avec la publication d'Edward Said, *Orientalisme*, en 1978, un ouvrage mettant essentiellement en question la vision stéréotypée et exotisée du monde oriental dans la production littéraire et scientifique occidentale depuis le XIX^e siècle. Said, comme plusieurs travaux postcolonialistes après lui tels ceux de l'anthropologue Arturo Escobar dans *Encountering Development*⁹ sur la figure caricaturale de l'autoch-

tone dans les discours du développement international, était à l'origine explicitement influencé par le poststructuralisme du philosophe Michel Foucault et notamment son accent sur les effets de pouvoir du discours. Plusieurs postcolonialistes qui se feront mieux connaître sous l'Écote des Études subalternes, réunissant des historiens et sociologues du sous-continent indien ayant pour projet de réviser l'histoire officielle depuis la perspective d'acteurs sociaux non dominants comme la paysannerie (voir les travaux de Chakrabarty¹⁰ et Spivak¹¹), seront aussi, tout comme Said à l'origine, substantiellement proches du néomarxisme gramscien.

De Gramsci ils récupéreront l'accent sur la domination par la persuasion au travers d'institutions apparemment inoffensives opérant dans la société telles que l'éducation, les médias ou la culture subventionnée par l'État. Toutefois et bien que l'école subalterne soit toujours existante comme branche particulière du postcolonialisme, le mouvement se distanciera de la lunette économiste marxiste comme de sa tendance à privilégier l'analyse des sociétés capitalistes avancées, pour lui préférer les propositions plus souples du postmodernisme cosmopolitique.

Actuellement, le postcolonialisme fleurit ouvertement avec le féminisme comme avec le postmodernisme cosmopolitique. De la première approche il partage souvent l'accent sur la diversité ontologique, le pluralisme méthodologique et le projet normatif de donner une voix égale aux acteurs sociaux les moins privilégiés, sur la base de leur genre, de leur ethnicité, de leur classe ou de leur localisation géographique dans le monde. Plusieurs postcolonialistes se présentent clairement sous cette double étiquette théorique: c'est le cas par exemple de la sociologue Chandra Mohanty comme de l'épistémologue Sandra Harding. Mohanty¹² est l'une des figures clés du féminisme postcolonialiste, critique du fait que les femmes issues du monde en développement soient peu prises en compte par les théories féministes occidentales, qui ont souvent tendance à les victimiser, ou encore à les considérer comme un groupe homogène. Elle souligne la nécessité théorique de mieux prendre en compte la grande diversité des expériences de l'oppression subie par les femmes et leur contextualisation géographique, historique et culturelle.

Dans ses travaux en méthodologie interdisciplinaire, Harding¹³ propose, outre une superbe explicitation de la théorie de l'objectivité forte (« strong objectivity »¹⁴), une bonne introduction générale à la réflexion

10. Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

11. Gayatri C. Spivak, « Can the Subaltern Speak? », dans Bill Ashcroft, Gareth Griffiths et Helen Tiffin (dir.), *The Postcolonial Studies Reader*, Londres, Routledge, 1995, p. 24-28.

12. Chandra T. Mohanty, « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourse », dans Chandra T. Mohanty et al., (dir.), *Third World Women and the Politics of Feminism*, Bloomington, Indiana University Press, 1984/1991, p. 51-80.

13. S. Harding, *op. cit.*

14. La théorie de l'objectivité forte est une variante associée à la théorie du point de vue féministe (« standpoint theory ») notamment développée par Donna Haraway, Nancy Hartsock, Dorothy Smith et Sandra Harding. La théorie du point de vue postule essentiellement que tout acteur social envisage le monde depuis un angle expérimentel particulier (culturel, historique, géographique, de genre), nécessairement partiel, dont il est le plus apte à pouvoir rendre compte. L'objectivité forte de Harding suggère quant à elle que les récits prédominants de la réalité sociale sont tendanciellement partiels et peu objectifs: 115

épistémologique postcolonialiste, incluant les critères différenciant la science occidentale de formes de savoirs considérés non scientifiques. De ce point de vue, certains observateurs ont pu, parfois à tort, qualifier l'épistémologie postcolonialiste de relativiste, voyant dans le projet postcolonialiste de réfléchir à la connaissance et à la validité comparée des formes de connaissances dans le monde, une variante de l'anarcho-épistémologie à la Paul Feyerabend proposant que « tout se vaut ». Or, et lorsqu'on examine de plus près chaque auteur dans la mouvance postcolonialiste, on relève une bonne diversité des allégeances comme un souci de rigueur épistémologique, allant du relativisme le plus affirmé à l'objectivité forte d'une Sandra Harding, et pour laquelle il n'y a rien de relativiste dans le fait de rendre compte de la pluralité des points de vue sur le monde social, bien au contraire, puisqu'il s'agit de produire des récits aussi complets que possible sur le monde social.

Dans sa variante plus relativiste qu'objectiviste, le postcolonialisme actuel s'affiche parfois ouvertement postmoderne. Il partage le scepticisme de cette mouvance pour les métarécits rendant silencieuse la perspective d'acteurs et d'enjeux qu'il s'agit de recentrer dans l'analyse, ainsi que son inclination pour le pluralisme méthodologique comme une ontologie dynamique privilégiant l'étude du mouvement à celle de la fixité, de l'incertitude à celle de la téléologie historique, de l'hybridité relationnelle à celle de la pureté ou la séparabilité des catégories, ou encore du multiculturalisme à celle de l'essentialisme nationaliste. C'est le cas de nombre d'auteurs influents comme Arjun Appadurai ou Homi Bhabha, et aussi, partiellement, de l'école de l'anthropologie réciproque d'Alain Le Pichon et de ses collaborateurs de l'Institut Transcultural, qui partagent le projet de considérer la science occidentale comme une forme de savoir particulière associée à la modernité occidentale, ni supérieure ni exclusive de la validité de savoirs issus des contextes traditionnels ou culturels distincts¹⁵. Appadurai¹⁶ comme Bhabha¹⁷ sont cités dans

reflètent souvent la perspective des acteurs les plus dominants. Or, dans sa théorie, prendre en compte la perspective des acteurs marginalisés ou opprimés revient à créer des récits plus complets sur le monde, et donc plus objectifs. Voir S. Harding, *op. cit.*

15. À l'instar de l'anthropologie réciproque, l'approche transculturelle telle que développée par Wolfgang Welsch « Transculturality – the puzzling form of cultures today », dans Mike Featherstone et Scott Lash (dir.), *Spaces of Culture: City, Nation, World*, Londres, Sage, 1999, p. 194-213; Hans J. Sandkühler, *Les figures de l'humanité: perspectives transculturelles*, Frankfurt, Peter Lang, 2009 et aussi dans les travaux de Afet Benessiah, « Understanding Transculturality », dans Afet Benessiah (dir.), *Canada and the Americas*, Toronto, Athlens, 2008, p. 1-13; Afet Benessiah, « Multiculturalism, Interculturality, Transculturality », dans Afet Benessiah (dir.), *Transcultural Americas: Amériques Transculturelles*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2010, propose essentiellement d'étudier les identités culturelles et les cultures dans leur mobilité intrinsèque, dans leur cohérence relationnelle faisant qu'aucune culture ni identité ne se développe en vase clos, mais toujours en lien, en tensions et en transferts continus avec d'autres. La perspective met essentiellement en question l'idée que la « culture » soit une donnée stable, homogène et enclose, et elle attire l'attention sur une sociologie culturelle de la mondialisation étudiant la proposition actuelle des individus comme de certaines sociétés à intégrer plusieurs registres culturels à la fois et à valoriser la pluralité de l'expérience humaine sur la pureté ou l'authenticité des origines. Cela dit, cette approche est moins d'allégeance postmoderne que plus généralement critique (et cosmopolitique).

16. Arjun Appadurai, *Après le colonialisme: les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2005.

17. Homi Bhabha, *The Location of Culture*, Londres/New York, Routledge, 1994.

la littérature pour leurs contributions respectives majeures à conceptualiser les dimensions culturelles plus hétérogènes qu'homogènes de la mondialisation, et à repenser la relation colonisateur-colonisé dans une perspective plus ambivalente que le schéma dominant-dominé ne tend à le suggérer.

Comme le souligne ce qui précède, le postcolonialisme émerge comme un mouvement théorique en dialogue continu avec une constellation d'approches, dont principalement le néomarxisme, le poststructuralisme, le féminisme et le postmodernisme. Parce qu'il recouvre une telle diversité des allégeances théoriques, il offre une perspective relativement intégrée permettant notamment d'évaluer de plus près ce que les approches critiques peuvent offrir aux théories internationales.

Les apports de la perspective postcolonialiste

La perspective postcolonialiste propose essentiellement d'aborder le monde international depuis une multitude de points de vue non dominants. En ce sens et à la manière de la théorie de l'objectivité forte de Harding¹⁸, c'est une approche qui postule que le monde social et politique ne peut être compris que partiellement depuis la seule perspective des acteurs dominants. Ainsi, un compte rendu plus complet, voire plus objectif, implique nécessairement un recalibrage situationnel permettant la prise en compte du point de vue des acteurs non dominants et des acteurs dominants. Avec leurs tendances respectives à surtout privilégier l'étude des États puissants comme des organismes internationaux et mouvements transnationaux influents, les paradigmes réalistes et libéraux, en ce sens, ne rendent que très partiellement compte du monde international. Voyons donc plus concrètement ce que donne un tel projet de compléter les comptes rendus dominants du monde international.

Des points de vue épistémologique et méthodologique, la perspective postcolonialiste s'inscrit définitivement dans l'optique postpositiviste. Privilégiant la diversité méthodologique comme l'interdisciplinarité, elle récuse l'idée que la science occidentale soit une forme de connaissance supérieure ou plus valable que d'autres, et propose plutôt de considérer qu'elle soit une forme de savoir particulière, historiquement, géographiquement et culturellement située. Ce qui différencie notablement la science d'autres formes de savoirs traditionnels ou spirituels est son souci d'expliquer clairement les procédés par lesquels le savoir est construit. Ainsi, c'est la méthodologie et l'injonction faite aux scientifiques de rendre accessibles les procédés par lesquels ils acquièrent leurs connaissances, qui caractérisent la science. Le scientifique a pour souci de décrire aussi précisément et explicitement que possible l'ensemble des procédés entrepris pour examiner son objet de recherche, du choix de cet objet à la collecte et à l'analyse des données considérées.

18. S. Harding, *op. cit.*

Du point de vue épistémologique donc, une contribution notoire du postcolonialisme n'est pas tant d'habiller toute forme de savoir quelle qu'elle soit comme étant aussi valable que la science occidentale, mais plutôt d'attirer l'attention sur le fait que ce qui les distingue, c'est le souci de clarté méthodologique : secret, exceptionnel ou seulement révélié aux initiés dans le cas des savoirs traditionnels ou mystiques, explicite, reproductible et accessible à tous dans le cas de la science. Ainsi, le fait de mieux rendre compte des savoirs considérés comme étant non scientifiques permet certes de les connaître, mais aussi et surtout de mieux comprendre en quoi la science a un statut particulier parmi les formes de connaissance accessibles.

Une seconde contribution épistémologique notable du postcolonialisme réside dans la proposition centrale des travaux d'Arlene Tickner¹⁹ comme ceux d'Albert Paolini²⁰ de « voir le monde différemment », c'est-à-dire de mettre en relief le fait que toute perspective sur le monde, aussi prédominante soit-elle, n'est qu'une perspective parmi d'autres. Tickner propose par exemple de considérer que les notions de « sécurité » et d'« anarchie », chères au réalisme, peuvent être fort différemment définies selon que l'on se trouve être une universitaire vivant en Colombie, dans une situation sociopolitiquement telle qu'une mitrailleuse puisse survenir à même le campus et où ses proches et collègues disparaissent parfois sans préavis. Dans une telle expérience quotidienne, l'anarchie est moins une donnée extérieure, caractéristique du système international, qu'une donnée interne, partie de l'ordre national. Du point de vue d'une telle personne, ce ne sont ni les capacités militaires ni le principe selon lequel l'État détient le monopole de la violence légitime au sein de ses frontières nationales qui feront qu'elle se sente en sécurité dans un système de type hiérarchique sous la ferme tutelle de l'État. La division chère au réalisme entre sphères de l'international et du national, entre l'extérieur et l'intérieur, entre l'anarchique et le hiérarchique, apparaît dans cette perspective difficile à soutenir.

Cette division peu pertinente pour rendre compte du comportement international des États non dominants est notamment relevée dans les travaux de Mohammed Ayoob²¹, présentant une perspective de « réalisme subalterne », et plus généralement dans les contributions à l'ouvrage de Stephanie Neuman *International Relations Theory and the Third World*²², dans lequel plusieurs auteurs convergent vers la proposition centrale selon laquelle nombre d'États du monde en développement vivent en situation d'anarchie nationale et de hiérarchie internationale.

plutôt que le contraire comme le soutient l'approche réaliste. Similairement, Paolini²³ propose d'entrevoir la globalisation depuis des perspectives périphériques : tandis que nombre d'auteurs situés dans le monde industrialisé la définissent comme un processus d'expansion des interconnexions économiques, sociales et politiques²⁴, elle est de façon plausible différemment perçue depuis le monde en développement comme un processus de pénétration et d'influence plus que d'expansion ou d'interconnexion.

Ainsi, ces différents exemples, sur les notions de « sécurité », d'« anarchie » ou de « globalisation », permettent essentiellement de souligner que les théories et les concepts dominants sont le reflet d'expériences particulières qui ne sont pas toujours généralisables à la diversité des expériences dans le monde. De ce point de vue et grâce au recalibrage géographique qu'il propose souvent, une seconde contribution épistémologique du postcolonialisme est de souligner l'importance de contextualiser toute production théorique, pour mieux la comprendre dans sa conjoncture culturelle, historique, géographique et saisir en quoi elle est, peu, partiellement ou amplement représentative d'une telle diversité des expériences dans le monde international.

Du point de vue ontologique, la perspective postcolonialiste offre principalement d'élargir le champ des enjeux considérés centraux à la discipline, à commencer par identifier l'essentialisme et l'occidentalocentrisme sous-jacents à la visibilité de tels enjeux, pour ensuite ouvrir la discipline à une plus grande pluralité terminologique. En sus à l'examen critique (depuis des perspectives non occidentales et non dominantes) des concepts chers aux perspectives dominantes tels l'État, la souveraineté, la sécurité, l'anarchie, la coopération ou la division entre sphères nationale et internationale, etc., la perspective postcolonialiste suggère notamment de mettre à l'ordre du jour de la discipline les études culturelles, pour mieux prioriser les notions de culture et d'identité qui lui sont centrales. Par exemple et cela depuis ses premiers balbuttements, le postcolonialisme problématise grandement la notion de culture nationale, souvent peu examinée dans la littérature plus conventionnelle²⁵, pour proposer non pas d'en identifier les traits originaires ou essentiels (i.e. « la culture dogon », « la culture française », « la culture arabe »), mais plutôt d'en souligner la situationnalité, l'instabilité et l'hétérogénéité

19. A. Tickner, *op. cit.*, p. 295-324.

20. Albert J. Paolini, *Navigating Modernity: Postcolonialism, Identity and International Relations*, Boulder/Londres, Lynne Rienner, 1999.

21. Mohammed Ayoob, « Subaltern realism: International Relations Theory Meets the Third World », dans Stephanie Neuman (dir.), *International Relations Theory and the Third World*, New York, St. Martin's Press, 1998, p. 31-54.

22. Stephanie G. Neuman (dir.), *International Relations Theory and the Third World*, New York, Saint Martin's Press, 1998.

23. A. J. Paolini, *op. cit.*

24. David Held et Anthony McGrew, « The Great Globalization Debate: An Introduction », dans David Held et Anthony McGrew (dir.), *The Global Transformations Reader: An Introduction to the Globalization Debate*, Cambridge, Polity Press, 2000, p. 1-46.

25. À l'exception de la littérature en études de la sécurité sur la culture nationale souvent essentialisée à grands traits, ou des thèses primordiales des Samuel Huntington ou Anthony Smith sur la permanence des identités culturelles locales et la variable culturelle comme source de conflit, les théories dominantes ne se distinguent guère par leur attention particulière à ces notions. A mi-chemin entre réalisme et libéralisme, l'École anglaise de Hedley Bull et d'Adam Watson s'est un temps distinguée par son attention à la culture politique partagée par les élites des principales sociétés internationales ayant existé dans l'histoire (dont la société européenne), mais horrifiées des réflexions souvent limitées à de tels acteurs, on ne peut pas dire que la notion de culture ait été plus que superficiellement examinée dans la littérature dominante en relations internationales.

intrinsèques. Il n'existe dans cette perspective, aussi rejointe par nombre de courants en anthropologie contemporaine (tels Clifford Geertz, James Clifford ou Renato Rosaldo), aucune culture qui puisse être érigée dans sa permanence ou encore dans son imperméabilité à toute autre. La proposition fait aussi largement écho au fait que les concepts mêmes d'État-nation, voire de culture nationale, sont largement des construits européens hérités de trajectoires particulières, qui ne parviennent pas nécessairement à capturer adéquatement la complexité des formations culturelles et ethniques artificiellement regroupées dans les délimitations territoriales reconnues aux États issus des décolonisations de l'après-guerre, et dont le continent africain est un exemple notoire. Priorisant et problématisant ainsi dans l'analyse la notion de culture, le postcolonialisme suggère également, à l'instar de l'épistémologue Sandra Harding²⁶ et de la politologue Arlene Tickner²⁷, l'idée que des cultures différentes posent des questions différentes sur le monde, et cela en raison de leurs expériences quotidiennes distinctes comme de leur emplacement géographique particulier dans le monde.

Enfin et de par son parti pris pour analyser les relations internationales depuis la perspective d'acteurs non dominants, la perspective postcolonialiste propose un élargissement ontologique majeur, ne serait-ce qu'à considérer que pour des États tels que la Colombie, l'Indonésie ou Haïti, des questions prioritaires voire urgentes, certes apparemment nationales (qui sont parfois inextricablement internationales ou globales), telles que la sécurité nationale liée à la sécurité transfrontalière ou régionale, l'accès aux ressources naturelles comme l'eau, la sécurité alimentaire, la gestion de l'aide transnationale, l'exode migratoire ou encore la gestion de catastrophes environnementales réelles ou anticipées, et semblent bien plus critiques à appréhender que ne l'est l'ordre du jour plus conventionnel de la politique de puissance ou de la coopération purement interétatique. Ainsi, un élément central à la perspective postcolonialiste est-il non seulement de visibiliser des enjeux autrement marginalisés par les comptes rendus conventionnels, mais aussi de donner une voix privilégiée aux acteurs locaux dans leur identification de tels enjeux prioritaires.

Dans une telle perspective, c'est aussi moins à l'universitaire anglais ou canadien de produire une étude définitive de conflits internes majeurs, tels le génocide au Rwanda, qu'il en est de sa responsabilité tant éthique qu'analytique de mieux rendre visibles les points de vue d'acteurs locaux, incluant les collègues universitaires issus d'institutions du « Sud », qui pourraient avoir une compréhension plus ancrée dans l'expérience directe et quotidienne des enjeux considérés, tout comme une meilleure familiarité aux ressources intellectuelles « locales ». Dans

ce sens, voir le monde international depuis la perspective d'États et d'acteurs non dominants permettrait d'éclairer fort différemment des enjeux qui sont autrement soit incomplètement compris, soit marginalisés par la littérature plus conventionnelle.

Conclusion

Le but de ce chapitre était de familiariser le non-spécialiste aux contributions principales des théories critiques à la production contemporaine en relations internationales. Ce faisant, il a surtout eu pour souci de cibler une théorie en particulier, soit le postcolonialisme, pour mieux structurer le propos autour d'une perspective offrant l'avantage spécifique d'être en dialogue intégré comme continu avec nombre d'approches critiques, dont le poststructuralisme, le néomarxisme, le féminisme et le postmodernisme, approches qui se sont toutes mieux fait connaître de la discipline à partir de la fin des années 1980, au courant des troisième et quatrième débats.

Le postcolonialisme constitue moins une théorie monolithique qu'un plus vaste cadre d'analyse, et une orientation intellectuelle, s'appuyant sur de nombreuses contributions issues de disciplines aussi variées que les études littéraires, l'histoire, la sociologie, la science politique, la philosophie ou l'anthropologie. Il offre notamment au champ des relations internationales une grande souplesse méthodologique, une réflexivité épistémologique et un pluralisme ontologique permettant d'engager la discipline vers un recalibrage d'envergure qui tienne davantage compte de voix, de localités et d'enjeux qui sont partie du monde international lorsque « vu » autrement. En ce sens, c'est un cadre d'analyse éminemment normatif, dont le projet principal est moins de décrire, d'expliquer ou de prédire la politique internationale depuis le promontoire d'acteurs dominants, que de la mieux comprendre depuis une multitude de perspectives non dominantes, complémentaires aux premières.

En sus aux visions du monde depuis les principales puissances comme les principaux acteurs dominants qui dominent la discipline, le postcolonialisme offre différemment l'occasion d'envisager le monde international depuis une multitude de points de vue. Or et malgré la réception souvent inquiète d'une telle approche dans les cercles universitaires plus conventionnels, le postcolonialisme, tout comme les théories critiques, offre moins un renversement radical des perspectives qu'une proposition globale de compléter davantage les visions prédominantes par des comptes rendus permettant de mieux penser le monde depuis une variété de perspectives comme d'acteurs. Pourquoi se formaliser de telles propositions ? Simplement parce que mieux comprendre invite à se saisir de la variété et de la différence des points de vue particuliers pour atteindre une vue d'ensemble, une vue globale et certainement nécessaire en ces temps mondialisés.

26. S. Harding, *op. cit.*
27. A. Tickner, *op. cit.*, p. 293-324.